

# Introduction

## Les dynamiques démographiques

Yves CHARBIT

*CEPED, Université de Paris, Paris, France*

### Que sont les dynamiques démographiques ?

Les dynamiques démographiques se résument à une équation fondamentale. Chaque année la croissance ou la décroissance d'une population donnée (P) se résume à l'interaction de quatre variables :

$$(\text{Population totale de 2020}) = (\text{Population totale de 2019}) + (\text{Naissances de 2019}) - (\text{Décès de 2019}) + (\text{Immigration de 2019}) - (\text{Émigration de 2019})$$

Trois définitions simples en découlent :

- la différence entre les naissances et les décès d'une année est le **solde naturel** (**excédent naturel** ou **déficit naturel**) ;
- la différence entre l'immigration et l'émigration est le **solde migratoire** (qui peut être positif ou négatif). Du strict point de vue des dynamiques démographiques, les migrations internationales sont bien moins importantes que les naissances et les décès ;
- le **taux d'accroissement total** est la somme des deux soldes (naturel et migratoire) divisée par la population de l'année précédente. Il est exprimé en pourcentage par an.

Avant 1750, quand mortalité et natalité s'équilibraient, le taux de croissance de la population mondiale n'a jamais dépassé 0,5 %. Entre 1750 et les années 1930, il n'a

pas dépassé 1 %. Il a atteint un maximum de 2,1 % par an en moyenne entre 1950 et 1970, lorsque la mortalité a beaucoup baissé dans les pays en développement sans que la natalité ne diminue. Ensuite, de plus en plus de pays en développement ont vu leur fécondité diminuer, tandis que celle des pays industrialisés baissait aussi avec la fin du baby-boom des années 1950. Ces deux évolutions ont cumulé leurs effets et le taux d'accroissement de la population mondiale n'a cessé de diminuer : 1,95 % en 1970 ; 1,26 % en 2000 ; 1,09 % en 2020.

Il faut évoquer un autre aspect des dynamiques démographiques, directement lié aux évolutions des flux. En effet, ces derniers, par leur accumulation même, déterminent des **stocks de population**. Ainsi, l'exode rural va entraîner des changements dans leur répartition entre les milieux urbain et rural, c'est le processus d'urbanisation. Quant à l'évolution de la mortalité et de la natalité, elle va se traduire par des changements dans la répartition par âges et par sexes de la population, classiquement représentée par une pyramide. Après la Seconde Guerre mondiale, les pays en développement se caractérisaient par un grand nombre annuel de naissances, mais, en raison de la forte mortalité, bien peu atteignaient l'âge adulte. D'où des pyramides dont la base était très large. Dans ces populations, on trouvait certes des adultes, mais bien peu de personnes âgées. Avec la baisse progressive de la fécondité des couples, les flux annuels des naissances ont diminué et les proportions d'enfants et d'adultes se sont rééquilibrées. La population a vieilli et les démographes parlent de « vieillissement par le bas ». Dans les pays développés au contraire, où les flux annuels de naissances sont plus faibles, la pyramide des âges compte bien plus d'adultes. Au fil des années, ceux-ci entrent dans la catégorie du troisième âge et on parle d'un « vieillissement par le haut ».

Ces proportions relatives d'enfants, d'adultes et de personnes âgées ont conduit à définir plusieurs indicateurs qui renvoient à la problématique du développement. Il est courant de distinguer les consommateurs des producteurs, ou plus exactement les inactifs des actifs. On calcule ainsi un **taux de dépendance**, qui comporte au numérateur les classes d'âge 0-19 ans (les jeunes) et 60 ans et plus (les vieux) et au dénominateur les actifs (20-69 ans). Au niveau mondial, le taux de dépendance, qui était égal à 75 inactifs à la charge de 100 actifs en 1970 est passé à 56 en 2000 et à 53 en 2020. Une autre analyse a été développée récemment. Avec la baisse de la fécondité, les cohortes aujourd'hui âgées de moins de 15 ans vont être remplacées par des cohortes moins nombreuses. Mais, surtout, elles vont entrer dans les âges d'activité et le rapport entre consommateurs et producteurs, jusque-là défavorable en raison notamment des dépenses de santé et d'éducation qui pèsent sur les budgets nationaux, va devenir favorable. Nous avons indiqué des données sur la population mondiale. Mais ce concept est-il vraiment utile ?

## La population mondiale, un concept désormais inutile ?

À la fin de la Seconde Guerre mondiale, la planète, d'un point de vue démographique, apparaissait divisée en deux grands ensembles : les pays développés d'une part, le Tiers-Monde d'autre part. Les premiers regroupaient l'Amérique du Nord, le Japon, l'Europe, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, les seconds englobaient l'Asie (sauf le Japon), l'Afrique, l'Amérique latine et les Caraïbes. Selon cette typologie, en 2020, les pays développés comptent 1 273 milliards d'habitants, soit 16,3 % du total mondial de 7 794 milliards<sup>1</sup>. Mais cette dichotomie est désormais dépassée, au moins en termes démographiques, en raison des écarts croissants entre les trois continents où se situent les pays en développement (tableau 1 et figure 1).

	Effectifs	%
<b>Ensemble du monde</b>	7 794	1,09
<b>Pays développés</b>	1 273	0,26
<b>Pays en développement</b>	6 521	1,26
<i>dont :</i>		
<b>Afrique</b>	1 340	2,51
<b>Amérique latine</b>	653	0,94
<b>Asie</b>	4 641	0,92

**Tableau 1.** Effectifs (2020 en millions) et taux de croissance annuelle des grands ensembles (moyenne 2015-2020 en %) (source : (UN DESA 2019))

Les taux de croissance annuels révèlent ainsi qu'il faut non seulement opposer la quasi-stagnation des pays développés (0,26 %) au dynamisme démographique des pays en développement (1,26 %), mais aussi distinguer la croissance rapide de l'Afrique de celle, plus modérée à présent, observée en Asie et en Amérique latine.

Une analyse encore plus fine fait apparaître des différences au sein même de chacun de ces trois continents, surtout en Asie et en Afrique. Ainsi, l'Afrique subsaharienne augmente au rythme de 2,65 % par an, mais cette moyenne masque de profonds contrastes : 1,91 % au nord et 1,39 % au sud, contre 3,05 % en Afrique centrale, et 2,67 % à l'est et à l'ouest du continent. L'Asie de l'Ouest et l'Asie centrale augmentent plus vite (1,64 %) que l'Asie de l'Est (0,40 %) et du Sud (1,20 %). Les écarts entre les pays

1. Toutes les données citées dans cette introduction sont celles des Nations unies (UN DESA 2019).

d'une même région sont tout aussi remarquables (tableau 2 et figure 2). Les effets de taille jouent pleinement : les pays très peuplés (Afrique du Sud, Inde, Chine), souvent des géants par rapport à leurs voisins, pèsent lourdement sur les moyennes des sous-régions. L'Afrique du Sud, avec ses 59,3 millions d'habitants (85 % du total) et un taux de 1,37 %, détermine largement le rythme de croissance de la sous-région (1,39 %), alors que le Botswana, qui totalise à peine 2,3 millions, croît bien plus vite (2,07 %).



**Figure 1.** Taux de croissance annuelle des grands ensembles (moyenne 2015-2020 en %) (sources : Charbit (conception) ; Opigez, IRD-Ceped (réalisation))

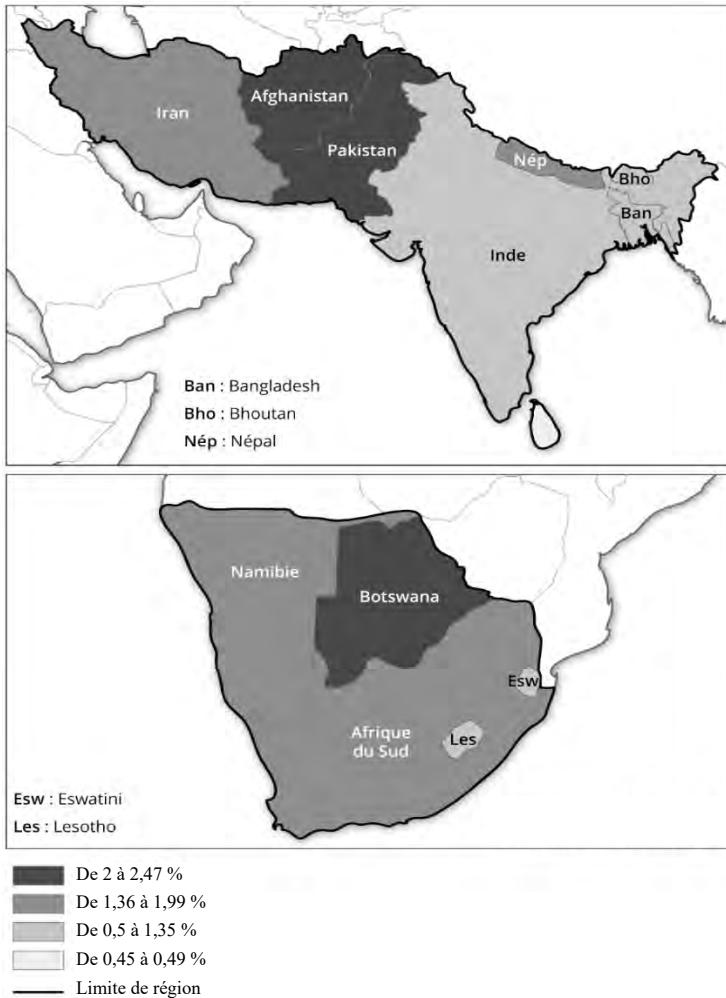
De même, en Asie centrale et du Sud, l'Inde (1 380 milliards avec un taux de croissance de 1,04 % par an), le Pakistan (220 millions et 2,05 %) et le Bangladesh (164 millions et 1,05 %) déterminent en grande partie le taux sous-régional (1,20 %), car, à eux seuls, ces trois pays comptent pour 90,9 % de la population totale de la sous-région. Enfin, l'Asie de l'Ouest, qui regroupe des pays à fort taux de croissance (Irak 2,46 %, Palestine 2,38 %, Yémen 2,37 %), s'oppose aux autres sous-régions de l'Asie : 1,64 % contre par exemple 0,40 % en Asie de l'Est. Ce faible taux s'explique par la lenteur de la croissance de la Chine (0,46 %), géant démographique de 1 344 milliards d'habitants, qui représente 80,3 % de la population de cette sous-région.

Bien mieux, la dichotomie majeure établie entre les pays développés et les autres est discutable car, dans certains pays considérés comme en développement, la fécondité est plus faible que celle de certains pays industrialisés. C'est le cas de la Chine (1,69 enfant par femme) par rapport à la France (1,85), au Royaume uni (1,75) et aux États-Unis (1,78). Au terme de ce bref constat statistique, le concept de population mondiale,

bien que commode, recouvre donc une extraordinaire diversité de situations démographiques. C'est pourquoi les chapitres suivants, lorsqu'ils donnent des indicateurs des relations entre population et développement, utilisent deux typologies : les continents d'une part, les pays classés selon leur niveau de revenu (haut, intermédiaire, bas).

Région et pays	%	Région et pays	%
Afrique australe	1,39	Asie de l'Ouest	1,64
Botswana	2,07	Arménie	0,26
Eswatini	0,99	Azerbaïdjan	1,05
Lesotho	0,79	Bahreïn	4,31
Namibie	1,86	Chypre	0,78
Afrique du Sud	1,37	Géorgie	- 0,18
Asie du Sud	1,20	Irak	2,46
Afghanistan	2,47	Israël	1,63
Bangladesh	1,05	Jordanie	1,93
Bhoutan	1,17	Koweït	2,15
Inde	1,04	Liban	0,88
Iran	1,36	Oman	3,59
Maldives	3,45	Qatar	2,32
Népal	1,51	Arabie Saoudite	1,86
Pakistan	2,05	Palestine	2,38
Sri Lanka	0,48	Syrie	- 0,56
		Turquie	1,43
		Émirats arabes unis	1,31
		Yémen	2,37

**Tableau 2.** Taux de croissance annuelle des pays de certaines sous-régions (moyenne 2015-2020)



**Figure 2.** Taux de croissance annuelle des pays d’Afrique australe et d’Asie du Sud (moyenne 2015-2020) (sources : Charbit (conception) ; Opigez, IRD-Ceped (réalisation))

### La double progression malthusienne

Passons à l’économie, l’autre terme de la dialectique entre population et développement. À côté de la Chine, devenue aujourd’hui la deuxième puissance économique mondiale, on a vu émerger dès les années 1960 les Dragons (Corée du Sud, Taïwan, Hong Kong et Singapour) et les Tigres (Malaisie, Thaïlande, Indonésie, Vietnam et

Philippines) en Asie du Sud-Est. Plusieurs pays du Moyen-Orient (pays du Golfe et Iran) et d'Amérique latine (Venezuela), d'Afrique (Algérie, Lybie) ont utilisé politiquement et économiquement les rentes pétrolières et gazières. Quant à l'énorme potentiel des ressources minières en Afrique, l'envol des cours des matières premières et des produits alimentaires de base s'est traduit par des taux de croissance du PIB bien plus élevés qu'en Europe entre 2000 et 2015. Du coup, le parallèle classique établi entre croissance démographique et croissance économique a perdu beaucoup de son sens et, d'ailleurs, l'affirmation lapidaire selon laquelle la cause de la pauvreté est la croissance trop rapide de la population, elle-même induite par une trop forte fécondité, a été démentie par les évolutions de ces dernières décennies. Ce qui revient à poser une question centrale : la démographie est-elle la [cause](#) du sous-développement ?

Pourquoi cette affirmation est-elle très largement acceptée aujourd'hui ? Il convient ici de rappeler la théorie proposée en 1798 par Thomas Robert Malthus. À ses yeux, tout comme les espèces animales, les classes pauvres anglaises avaient un comportement totalement irresponsable : étant incapables de contrôler leurs pulsions sexuelles, les pauvres faisaient bien trop d'enfants par rapport à leurs maigres ressources (Malthus 1798). Dans ces conditions, ils devaient être tenus pour responsables de leur misère. Ainsi étaient légitimées les inégalités économiques et sociales créées ou renforcées par les politiques des gouvernements conservateurs dans l'Europe au XIX<sup>e</sup> siècle (Charbit 1983, 2009). Malthus tomba pourtant dans l'oubli à partir du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, avec la baisse de la fécondité dans les pays industrialisés, au point que s'imposa la crainte que la dénatalité ne conduise au déclin démographique de la vieille Europe. Nouveau retournement à partir des années 1950, avec la prise de conscience de la croissance démographique des pays pauvres, surtout en Asie. Les milieux scientifiques et politiques occidentaux s'alarmèrent du risque d'une explosion de la population mondiale. En 1968, l'ouvrage d'un biologiste, Paul Ehrlich, *La bombe P*, eut un immense retentissement. Mais, alors qu'Ehrlich se situait au niveau mondial et posait surtout le problème des réserves de ressources naturelles, il apparut très vite que le problème n'était pas tant celui de la population du globe que la croissance démographique trop rapide des pays du « Tiers-Monde », selon l'appellation de l'époque, et notamment de l'Inde avec sa masse démographique de 543 millions en 1969 sur un total mondial de 3 625 milliards cette année-là. En un mot, dans la vision des années 1960, d'inspiration largement néomalthusienne, la population du Tiers-Monde augmentait trop vite par rapport aux ressources. Pourquoi « le Tiers-Monde » ? L'expression, on le sait, s'inspire de la déclaration d'un des acteurs de la Révolution française, l'abbé Sieyès, qui proclama : « Qu'est-ce que le tiers état ? Tout. Qu'a-t-il été jusqu'à présent dans l'ordre politique ? Rien. Que demande-t-il ? À être quelque chose. » Le concept fut proposé en 1957 par le démographe Alfred Sauvy, fondateur de l'Institut national d'études démographiques, et l'anthropologue Georges Balandier, professeur à la Sorbonne (Balandier 1956). Dans leur esprit, l'enjeu n'était pas seulement démographique, il était aussi économique et

politique, puisque l'ensemble des pays pauvres constituait un troisième groupe par rapport au monde capitaliste et au bloc soviétique. Il n'est donc guère surprenant qu'à partir des années 1960 un énorme effort fut consenti, car il fallait absolument que la croissance démographique des pays pauvres soit contrôlée. Fondations privées (Population Council, Rockefeller Foundation), organisations à but non lucratif (International Planned Parenthood Federation, Mary Stopes International, etc.), institutions internationales (Fonds des Nations unies pour la population) et plus tard la Banque mondiale unirent leurs efforts pour y parvenir. Les méthodes utilisées furent en général incitatives, parfois coercitives, et cela dans un mépris total du respect des droits humains surtout dans le cas de l'avortement et de la stérilisation masculine ou féminine. La pression exercée par les pays occidentaux ne tarda pas à susciter une forte opposition. À Bucarest, en 1974, lors de la première Conférence mondiale sur la population, un Plan d'action avait été élaboré, avec pour objectif de réduire le taux de croissance de la population mondiale. Comme celle des pays riches augmentait lentement, il était clair que ce plan impliquait un effort considérable de la part des pays en développement pour contrôler leur croissance démographique et par conséquent leur fécondité. Il suscita une forte opposition, emmenée par deux pays, l'Algérie et l'Argentine, qui défendirent la thèse inverse : le problème n'était pas le trop grand nombre d'enfants, mais le sous-développement. Une affirmation fit fortune : « Le meilleur des contraceptifs, c'est le développement. »

Concluons. Quant au concept de Tiers-Monde, il est clair qu'il reflétait l'idéologie de la guerre froide et de la rivalité entre capitalisme et communisme. Et, de fait, on vit se constituer un groupe des pays non alignés lors de la conférence de Bandung en 1955. Si le concept était dans l'air du temps, il eut des effets négatifs sur la recherche, du fait même de son caractère globalisateur : le vocable Tiers-Monde, inventé pour décrire l'Asie, l'Amérique latine et l'Afrique, revenait à n'établir aucune différence entre eux. Et pourtant, comment prétendre que les comportements, les logiques culturelles, sociales, les contextes économiques sont les mêmes au Pérou, en Indonésie, en Namibie ? Pour comprendre les raisons d'une fécondité élevée dans ces trois pays, il faut nécessairement contextualiser la recherche. Que constate-t-on ? Typique de l'idéologie dominante de l'époque, la théorie de la modernisation fut proposée notamment par un démographe américain, Frank Notestein, en 1953, personnalité majeure du Population Council de New York. Elle décrivait un modèle de développement calqué sur celui des pays riches : la réduction de la fécondité supposait des femmes et des couples instruits, urbains et employés dans le secteur formel, qui, de manière « rationnelle », utiliseraient la contraception moderne pour maintenir ou même améliorer leur niveau de vie en ayant peu d'enfants. Peu après, le sociologue William Goode publia en 1960 un ouvrage qui affirmait qu'à travers le monde allait triompher le modèle occidental de la famille nucléaire. Pourtant, en 1974, l'anthropologue David Mandelbaum avait par exemple



montré qu'en Inde les logiques économiques, sociales et culturelles n'allaient guère dans le sens prédit par Goode.

La deuxième observation porte sur le changement des acteurs en présence depuis l'époque de Malthus. Au contraste abondamment souligné au XIX<sup>e</sup> siècle entre les comportements démographiques des bourgeois et des ouvriers des pays européens s'est substitué dans la période qui a suivi la Seconde Guerre mondiale celui entre pays occidentaux riches et pays pauvres. Mais l'évolution des rythmes de croissance économique évoquée ci-dessus nous conduit à proposer une autre grille d'analyse. Certes, les écarts de richesse, les différences dans les modes de consommation, dans l'accès à la santé ou l'éducation, restent très profonds entre pays développés et pays en développement. Pourtant, même cette dichotomie, on l'a vu au début de ce chapitre introductif, doit être rejetée, avec l'écart qui se creuse aujourd'hui entre les pays où le rythme de croissance de la population reste élevé (principalement certaines régions d'Afrique) et d'Asie et ceux où la croissance est maîtrisée.

## Plan de l'ouvrage

Après cette brève introduction générale, la théorie dominante parmi les démographes, la transition démographique, est présentée (chapitre 1). Suivent deux chapitres centrés sur les conséquences pour le développement des changements dans les structures par âges induits par la transition démographique. Le chapitre 2 est consacré à l'un de ses avatars, le dividende démographique. De même, la méthodologie des comptes nationaux de transferts (chapitre 3) permet d'étudier les transferts intrafamiliaux entre les générations et, à ce titre, elle s'inscrit dans la réflexion sur les changements structurels liés à l'âge. La fécondité et la nuptialité (chapitre 4) déterminent les dynamiques des populations. Une attention particulière est apportée à l'une des variables qui régulent la fécondité, la contraception (chapitre 5). L'autre grand moteur des dynamiques est la mortalité. Dans cet ouvrage consacré aux relations entre population et développement, la morbidité et donc la santé ne pouvaient être négligées (chapitre 6). Bien que la démographie des pays en développement soit au cœur de ce livre, il était important d'inclure une analyse approfondie de la situation de l'Europe du XVI<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup> siècle (chapitre 7). Ce choix se justifie évidemment par le fait que l'Europe était au début de la période bel et bien sous-développée et l'approche historique est indispensable pour éclairer, avec le recul du temps, les dynamiques économiques, sociales, culturelles et politiques qui sont à l'œuvre, aujourd'hui comme jadis, dans les migrations. Quant aux migrations actuelles, le chapitre 8 dresse un vaste panorama des **flux** migratoires qui quittent les pays d'origine et des **stocks** de migrants résidant dans les pays d'immigration où les perspectives d'emploi sont meilleures. Alors que l'on associe les pays en développement à l'idée qu'ils souffrent de la charge de populations jeunes qu'il faut nourrir, soigner, éduquer et bientôt employer, il paraît paradoxal de se poser la question de leur

vieillesse (chapitre 9). En réalité, avec la baisse de la fécondité qui se confirme, les pays en développement vont à leur tour entrer dans un processus de vieillissement. Mais, tandis que la prise en charge de la vieillesse est largement socialisée, les personnes âgées seront, en Asie, en Amérique latine et plus encore en Afrique, à la charge de leurs enfants. Un rapide bilan, qui résume les principaux apports des chapitres, conclut ce livre.

Précisons, pour clore cette introduction, qu'en général les chapitres présentent la problématique, les hypothèses retenues, les sources utilisées. Une partie « généraliste » fournit ensuite d'utiles données statistiques ou démographiques, ou encore une catégorisation typologique. Le cas échéant sont distingués les niveaux suivants : monde, continents, certaines des principales sous-régions de ces trois continents et le classement par niveau de développement (pays développés, en développement, pays moins avancés). Enfin, les chapitres développent une ou plusieurs études de cas approfondies, qui sont consacrées à un pays, à une sous-région ou à un sous-thème scientifique particulièrement important (tableau 3).

Titre du chapitre	Étude de cas
Introduction. Les dynamiques démographiques (Charbit)	Malthus et le développement
1. La transition démographique (Cosio Zavala)	Amérique latine et Caraïbes
2. Dividende démographique et taux de dépendance (Turbat)	Afrique subsaharienne
3. Du dividende démographique à l'économie générationnelle (Dramani)	Profils de dividende en Afrique
4. Fécondité et nuptialité (Charbit)	La nuptialité précoce
5. Contraception et droits reproductifs (Dasgupta)	Les droits reproductifs
6. Mortalité et santé, facteurs de la dynamique des populations (Gaimard)	La mortalité des enfants et des femmes
7. Histoire des migrations dans l'Europe de l'Ouest (Page Moch)	Les systèmes migratoires
8. Les migrations internationales actuelles (Feld)	L'émigration de main-d'œuvre très qualifiée
9. Le vieillissement (Sandron)	Trois modèles : Cuba, Les Villes amies des aînés, l'Afrique subsaharienne

**Tableau 3.** *Titres des chapitres et études de cas approfondies*

---

## Bibliographie

- Balandier, G. (dir.). (1956). *Le Tiers-monde, sous-développement et développement*. PUF-INED, Paris.
- Casterline, J.B., Bongaarts, J. (dir.). (2017). *Fertility Transition in sub-Saharan Africa, Population and Development Review 43* (Suppl.). The Population Council, New York.
- Charbit, Y. (1983). The Fate of Malthus's Work: History and Ideology. Dans *Malthus Past and Present*, Dupaquier, J. (dir.). Academic Press, Londres, 7–30.
- Charbit, Y. (2009). *Economic, Social and Demographic Thought in the XIX<sup>th</sup> Century. The Population Debate from Malthus to Marx*. Springer, Dordrecht.
- Charbit, Y. (dir.) (2022). *Population et questions de développement*. ISTE Editions, Londres.
- Ehrlich, P. (1968). *The Population Bomb*. Ballantine Books.
- Goode, W.J. (1963). *World revolution and family patterns*. Collier-Macmillan, New York.
- Malthus, T.R. (1798) [1970]. *An Essay on the Principle of Population, as it affects the future improvement of society, with remarks on the speculations of MR. Godwin, M. Condorcet and other writers*. Penguin Book, Harmondsworth.
- Mandelbaum, D.G. (1974). *Human Fertility in India*. University of California Press, Berkeley.
- Notestein, F.W. (1953). Economic problems of population change. Dans *Proceedings of the Eighth International Conference of Agricultural Economists*. Oxford University Press, Londres, 13–31.
- Piketty, T. (2013). *Le Capital au XXI<sup>e</sup> siècle*. Le Seuil, Paris.
- UN DESA (2019). *World Population Prospects The 2019 Revision. Key Findings and Advance Tables*. ONU, New York.